

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° 2021/03823 du 20 OCT. 2021

**ENCADRANT LES TRAVAUX D'URGENCE DE RÉPARATION
DES BERGES DU RU DE LA FONTAINE DE VILLIERS
SUR LES COMMUNES DE NOISEAU ET SUCY-EN-BRIE**

LA PRÉFÈTE DU VAL-DE-MARNE
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'environnement, et notamment ses articles L.211-1; L.211-7, L.214-1 à L.214-6, L.181-1 à L.181-23, R.214-1 et R.214-44 ;

VU le code rural et de la pêche maritime, et notamment ses articles L.151-36 à 40 ;

VU la loi du 29 décembre 1892, notamment son article 3 ;

VU le décret n° 2010-146 du 16 février 2010 modifiant le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

VU l'arrêté du 28 novembre 2007 fixant les prescriptions générales applicables aux installations, ouvrages, travaux ou activités soumis à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 3.1.2.0 (2°) de la nomenclature annexée au tableau de l'article R. 214-1 du code de l'environnement ;

VU l'arrêté du 13 février 2002 fixant les prescriptions générales applicables aux consolidations, traitements ou protections de berges soumis à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 3.1.4.0 (2°) de la nomenclature annexée décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié ;

VU l'arrêté du 30 septembre 2014 fixant les prescriptions techniques générales applicables aux installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 3.1.5.0 de la nomenclature annexée à l'article R. 214-1 du code de l'environnement ;

VU l'arrêté du 1^{er} décembre 2015 du Préfet de la région d'Ile-de-France, Préfet de Paris, approuvant le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux du bassin de la Seine et des cours d'eau côtiers normands et arrêtant le programme pluriannuel de mesures ;

VU l'arrêté du 7 décembre 2015, du Préfet de la région d'Ile-de-France, préfet de Paris, préfet coordonnateur du bassin Seine-Normandie portant approbation du Plan de Gestion des Risques d'Inondation du bassin Seine-Normandie ;

VU le décret du 10 février 2021 portant nomination de la préfète du Val-de-Marne (hors classe) - Mme THIBAUT (Sophie)

VU l'arrêté préfectoral 2020/1764 du 2 juillet 2020 déclarant d'Intérêt Général les travaux d'entretien des cours d'eau du bassin versant aval du Morbras sur le territoire métropolitain ;

VU le dossier de demande de travaux d'urgence en cours d'eau au titre des articles R.214-44 du code de l'environnement et L.151-37 du code rural et de la pêche maritime déposé le 22 septembre 2021, enregistré sous le n°75-2021-00233, présenté par la Métropole du Grand Paris et relatif aux travaux de confortement de berges ru de la Fontaine de Villiers sur les communes de Noiseau et Sucy-en-Brie ;

VU le courriel du 23 septembre 2021 par lequel il a été transmis au demandeur le projet d'arrêté préfectoral complémentaire et la réponse du demandeur sur le projet d'arrêté susvisé, par courriel du 29 septembre 2021 ;

CONSIDERANT l'effondrement d'une partie du linéaire des berges du ru de la Fontaine de Villiers et les nombreux embâcles et dégâts à l'intérieur du lit mineur, dus aux précipitations des 19 et 20 juin 2021 et 13 juillet 2021 ;

CONSIDERANT que l'incision du lit conduit à une augmentation de la hauteur des berges et l'accentuation du caractère abrupte de celles-ci et que ces dernières rendues instables seraient exposées davantage aux effondrements lors d'un prochain épisode de crue ;

CONSIDERANT que la Métropole du Grand Paris est compétente en matière de GeMAPI ;

CONSIDERANT en conséquence qu'il convient de réaliser les travaux de réparation de berges du ru de la Fontaine de Villiers sur les communes de Noiseau et Sucy-en-Brie avant la prochaine période hivernale ;

CONSIDERANT que l'article R.214-44 du code de l'environnement prévoit que les travaux destinés à prévenir un danger grave et immédiat, présentant un caractère d'urgence peuvent être entrepris sans que soient présentées les demandes d'autorisation ou les déclarations auxquelles ils sont soumis ;

CONSIDERANT la nécessité d'imposer des prescriptions particulières sur les moyens de surveillance et d'intervention en cas d'incident ou d'accident dont doit disposer la Métropole du Grand Paris, ainsi que des mesures conservatoires nécessaires à la préservation des intérêts mentionnés à l'article L.211-1 du code de l'environnement en application de l'article R.214-44 du code de l'environnement ;

Sur proposition de Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture du Val de Marne ;

ARRÊTE

TITRE I : OBJET DE L'ARRETE

ARTICLE 1 : Bénéficiaire

Les travaux de réparation des berges du ru de la Fontaine de Villiers sur les communes de Noiseau et Sucy-en-Brie relèvent des conditions fixées à l'article R.214-44 du code de l'environnement.

La Métropole du Grand Paris identifiée comme le maître d'ouvrage, ci-après dénommée « le bénéficiaire », réalise ces travaux dans les conditions fixées par la réglementation en

vigueur, conformément aux éléments techniques figurant dans le porter-à-connaissance et en tout ce qui n'est pas contraire aux dispositions du présent arrêté.

ARTICLE 2 : Description des travaux

À la suite des épisodes de pluie de juin et juillet 2021, le ru de la fontaine de Villiers, affluent du Morbras, qui marque la délimitation entre les communes de Sucy-en-Brie et Noiseau rencontre des cas d'effondrement de berges.

Les travaux projetés consistent en une reprise des berges effondrées en technique mixte (enrochements et plantations) et une consolidation du lit de la rivière par la création d'une pente douce avec mouillères pour dissiper l'énergie.

Pour la reprise de la berge en rive gauche (parcelle C cf. Carte parcelles cadastrales impactées en annexe) sur 16 mètres linéaires :

- comblement de la zone érodée avec de la terre végétale ;
- confortement de la berge par un enrochement 500/800 sur les 1/4 de la hauteur de berge ;
- mise en œuvre de deux lits de plants et plançons en haut de berge (30 unités de plants par mètre linéaire) en haut de berge sur les 3/4 restant ;
- plantation d'arbustes en haut de berge (2/ml) et ensemencement des zones nues.

Pour la reprise de la berge en rive droite (parcelle B cf. Carte parcelles cadastrales impactées en annexe) sur 12 mètres linéaires :

- comblement de la zone érodée avec de la terre végétale ;
- confortement de la berge par un enrochement 500/800 sur les 3/4 de la hauteur de berge ;
- mise en œuvre de deux lits de plants et plançons en haut de berge (30 unités de plants par mètre linéaire) en haut de berge sur le 1/4 restant ;
- plantation d'arbustes en haut de berge (2/ml) et ensemencement des zones nues.

Pour la reprise de la berge en rive droite (parcelle A cf. Carte parcelles cadastrales impactées en annexe) sur 8 mètres linéaires :

- comblement de la zone érodée avec de la terre végétale ;
- confortement de la berge par un enrochement 500/800 sur les 3/4 de la hauteur de berge ;
- mise en œuvre de deux lits de plants et plançons en haut de berge (30 unités de plants par mètre linéaire) en haut de berge sur le 1/4 restant ;
- plantation d'arbustes en haut de berge (2/ml) et ensemencement des zones nues.

Pour le consolidement du lit de la rivière et la création d'une pente douce avec mouillères pour dissiper l'énergie, sur 50 mètres linéaires à partir de la sortie du busage du ru de la fontaine de Villiers :

- comblement de la zone incisée avec de la grave et de la terre végétale ;
- mise en place d'un fond de lit argile et terre végétale ;
- recouvrement par de l'argile et de la terre végétale avec de l'enrochement 400/600 mm en aval des mouillères et de la grave 100/300 mm pour le lit.

L'ensemble des opérations prévues dans le dossier de demande de travaux d'urgence relève des rubriques suivantes des opérations soumises à déclaration ou à autorisation en application de l'article R. 214-1 du code de l'environnement :

Rubrique	Libellé de la rubrique	Régime
3.1.2.0	Installation ouvrages, travaux ou activités conduisant à modifier le profil en long ou le profil en travers du lit mineur d'un cours d'eau, à l'exclusion de ceux visés à la rubrique 3.1.4.0, ou conduisant à la dérivation d'un cours d'eau : Sur une longueur supérieure ou égale à 100m (A) Sur une longueur de cours d'eau inférieure à 100 m (D)	Déclaration Consolidement du lit de la rivière sur 50 m.
3.1.4.0	Consolidation ou protection des berges, à l'exclusion des canaux artificiels, par des techniques autres que végétales vivantes : Sur une longueur supérieure ou égale à 200 m : (A) Sur une longueur supérieure ou égale à 20 m mais inférieure à 200 m : (D)	Déclaration Reprise des berges sur un linéaire de 36 m
3.1.5.0	Installations, ouvrages, travaux ou activités, dans le lit mineur d'un cours d'eau, étant de nature à détruire les frayères, les zones de croissance ou les zones d'alimentation de la faune piscicole, des crustacés et des batraciens, ou dans le lit majeur d'un cours d'eau, étant de nature à détruire les frayères de brochet : Destruction de plus de 200 m ² de frayères (A) Dans les autres cas (D)	Déclaration Superficie totale du projet d'environ 60 m ²

ARTICLE 3 : Durée des travaux

Les travaux sont réalisés sur une durée de 8 semaines, à compter du 22 octobre 2021.

TITRE II : PRESCRIPTIONS

ARTICLE 4 : Information préalable

A la notification du présent arrêté, le bénéficiaire informe le service police de l'eau de la date effective de démarrage des travaux et du nom de la ou des entreprises retenues pour l'exécution des travaux.

Le bénéficiaire communique le présent arrêté et le dossier de demande de travaux d'urgence susvisé déposé le 22 septembre 2021 à chaque organisme intervenant sur le chantier.

ARTICLE 5 : Dispositions vis-à-vis du risque de pollution

Toutes les mesures conservatoires sont prises pour limiter l'impact des travaux sur le milieu, afin notamment d'éviter tout déversement accidentel de produits polluants.

Les substances polluantes (huiles, hydrocarbures...) susceptibles d'altérer la qualité des eaux sont stockées dans des récipients étanches et sur des aires de stockage imperméabilisées munies de bacs de rétention ou en cuve à double enveloppe d'un volume au moins égal au volume stocké. Le bénéficiaire s'assure que la manipulation de ces substances s'effectue par du personnel informé sur les produits utilisés et les risques associés.

Les accès et stationnements des véhicules sont choisis en vue de limiter tout risque de pollution.

En cas de pollution accidentelle, des dispositions doivent être prises par le bénéficiaire afin de limiter l'effet de l'incident sur le milieu. Le bénéficiaire en informe, dans les meilleurs délais, la préfète du Val de Marne et le service en charge de la police de l'eau.

Pendant toute la durée du chantier, des équipements destinés à lutter contre les pollutions accidentelles de toutes origines (barrages flottants, produits absorbants, pompes, bacs récupérateurs) sont maintenus disponibles en permanence sur le site pour être mis en œuvre, sans délai, si besoin.

La base vie sera située sur une zone éloignée du cours d'eau dans la parcelle C (cf annexe). L'accès au site s'effectuera par le chemin de la Fontaine de Villiers à Noiseau ou par l'allée des Sarrazins à Sucy-en-Brie.

Les travaux se déroulant en lit asséché (assec), la continuité hydraulique est assurée par un batardeau dirigeant les flux vers un busage qui contourne la zone de travaux.

Pour prévenir d'éventuel charriage de matière, et notamment en cas de pluie, un filtre à matières en suspension en paille recouvert par un géotextile est installé.

ARTICLE 6 : Dispositions particulières en période d'étiage

En cas d'étiage du cours d'eau concerné, le bénéficiaire se conformera, le cas échéant, aux dispositions prévues dans les arrêtés préfectoraux définissant des mesures de limitation ou de suspension provisoire des usages de l'eau en période de sécheresse. Ces arrêtés, ainsi que les bulletins d'étiages, sont disponibles 24h/24 sur le site Internet de la DRIEAT-IDF et sur le site PROPLUVIA aux liens ci-dessous :

<http://www.driea.ile-de-france.developpement-durable.gouv.fr/>

<http://www.propluvia.developpement-durable.gouv.fr/>

Le cas échéant, des prescriptions complémentaires pourront être édictées pour limiter les rejets au milieu naturel.

ARTICLE 7 : Dispositions particulières en période de crue

L'organisation du chantier prend en compte le risque d'inondation par crue débordante et doit prévoir que le matériel susceptible de faire obstacle à l'écoulement des eaux en lit mineur et majeur est démonté et transporté hors de la zone inondable.

Pour cela, le bénéficiaire réalise un suivi météorologique pour prévenir d'éventuelles élévations d'eau. A la fin de chaque journée de chantier, l'ensemble du matériel est stocké à distance des abords du ru pour écarter toute pollution et charriage en cas de crue.

ARTICLE 8 : Avancement et fin des travaux

Le bénéficiaire transmet au service en charge de la police de l'eau de la DRIEAT-IDF un bilan hebdomadaire de l'avancement des travaux.

Dans les mois qui suivent la fin des travaux d'urgence, le bénéficiaire transmet à la Préfète du Val-de-Marne un compte rendu qui comprend :

- la description des ouvrages réalisés ;
- le déroulement des travaux (période de réalisation, moyens employés, conditions de réalisation, moyens mis en œuvre pour le respect des prescriptions édictées, coût des travaux) ;
- les effets des travaux sur l'environnement (impact sur le ru de la Fontaine de Villiers) ;
- les mesures prévues pour contrôler l'efficacité des travaux.

TITRE III : DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 9 : Contrôles par l'administration

Les agents mentionnés à l'article L.172-1 du code de l'environnement et notamment ceux chargés de la police de l'eau ont libre accès aux installations.

Les agents chargés de la police de l'eau peuvent, à tout moment, procéder ou faire procéder à des contrôles inopinés, dans le but de vérifier, par des mesures et des analyses, le respect de la conformité des travaux aux prescriptions figurant dans le présent arrêté.

Le bénéficiaire met à disposition des agents chargés du contrôle, sur leur réquisition, le personnel et les appareils nécessaires pour procéder à toutes les mesures de vérification et expériences utiles pour constater l'exécution des présentes prescriptions.

ARTICLE 10 : Modification des prescriptions

Toute modification des installations, ouvrages, travaux ou activités objets du présent arrêté et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande de travaux d'urgence doit faire l'objet d'une information préalable du préfet.

Le préfet peut prendre des arrêtés complémentaires pour fixer les prescriptions additionnelles que la protection des intérêts mentionnés à l'article L.211-1 du code de l'environnement rend nécessaires, ou atténuer les prescriptions initiales dont le maintien n'est plus justifié.

ARTICLE 11 : Réserve des droits des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 12 : Autres réglementations

La présente autorisation ne dispense en aucun cas le bénéficiaire de l'autorisation de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

ARTICLE 13 : Délais et voies de recours

Recours contentieux :

En application des articles L.181-17 et R.181-50 du code de l'environnement, le demandeur ou l'exploitant a la possibilité dans un délai de deux mois suivant la notification de la présente décision d'effectuer un recours devant le Tribunal Administratif de Melun, au 43 rue du Général de Gaulle, case postale n° 8630, 77008 Melun Cedex.

Les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 ont la possibilité d'effectuer un recours contre la présente décision devant le Tribunal Administratif de Melun, dans un délai de quatre mois à compter de l'affichage en mairie ou, si cette dernière est postérieure, de la publication de la décision sur le site internet de la préfecture du Val-de-Marne.

Recours non contentieux :

Dans le même délai de deux mois, le bénéficiaire a la possibilité d'effectuer :

- soit d'un recours gracieux devant l'autorité qui a signé la présente décision : la Préfète du Val-de-Marne, 21-29 Avenue du Général de Gaulle, 94000 Créteil ;
- soit d'un recours hiérarchique auprès de Madame la Ministre de la Transition écologique , 92055 La Défense.

Le silence gardé par l'administration suite à un recours gracieux ou hiérarchique pendant plus de deux mois à compter de la date de réception de ce recours fera naître une décision implicite de rejet qu'il sera possible de contester devant le Tribunal Administratif du Melun.

ARTICLE 14 : Publication et notification

L'arrêté est publié sur le site Internet de la préfecture du Val de Marne pendant une durée minimale d'un mois.

Un extrait de l'arrêté sera affiché aux mairies de Noisieu et Sucy-en-Brie pendant une durée minimale d'un mois pour y être consulté. Un procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins des maires concernés.

L'arrêté sera notifié au bénéficiaire et affiché par ses soins sur le site du chantier.

ARTICLE 15 : Exécution

La Secrétaire Générale de la préfecture du Val de Marne, la Directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France, Madame le maire de Sucy-en-Brie et Monsieur le maire de Noisieu sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

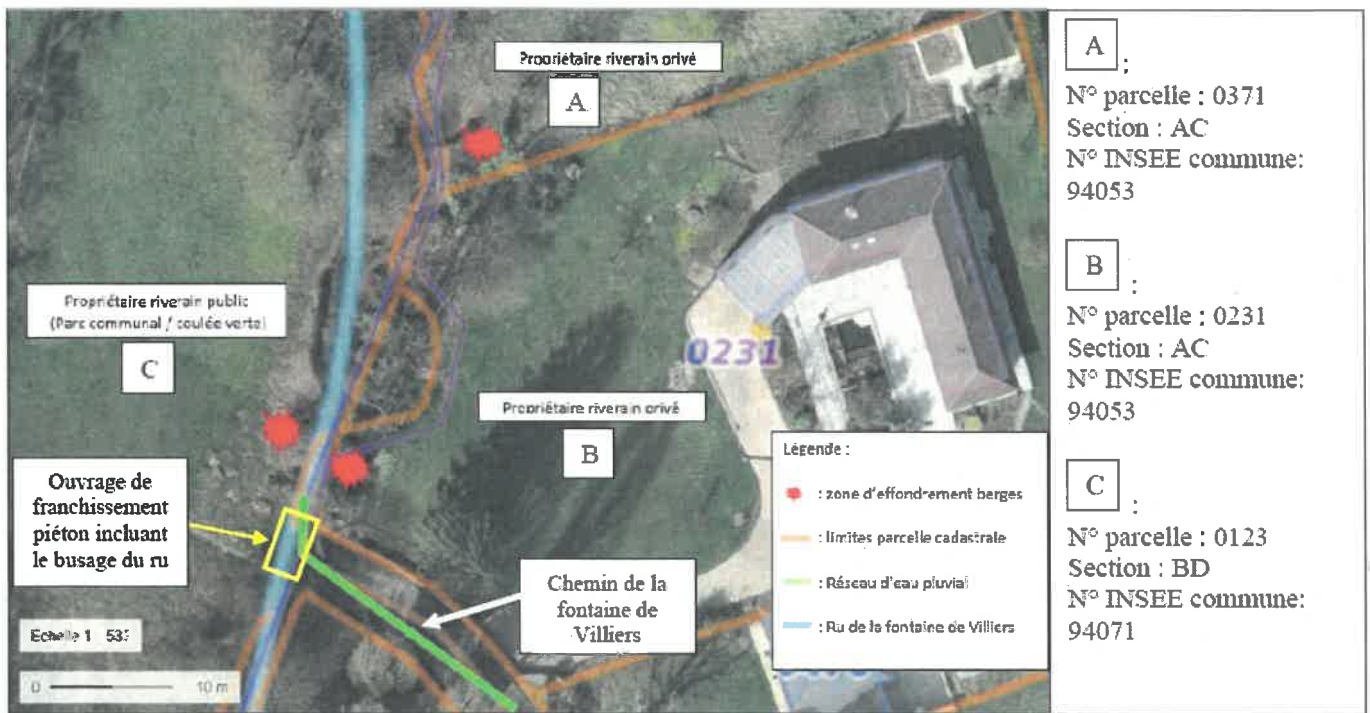
La Préfète du Val-de-Marne



Sophie THIBAUT

ANNEXES

Parcelles cadastrales impactées

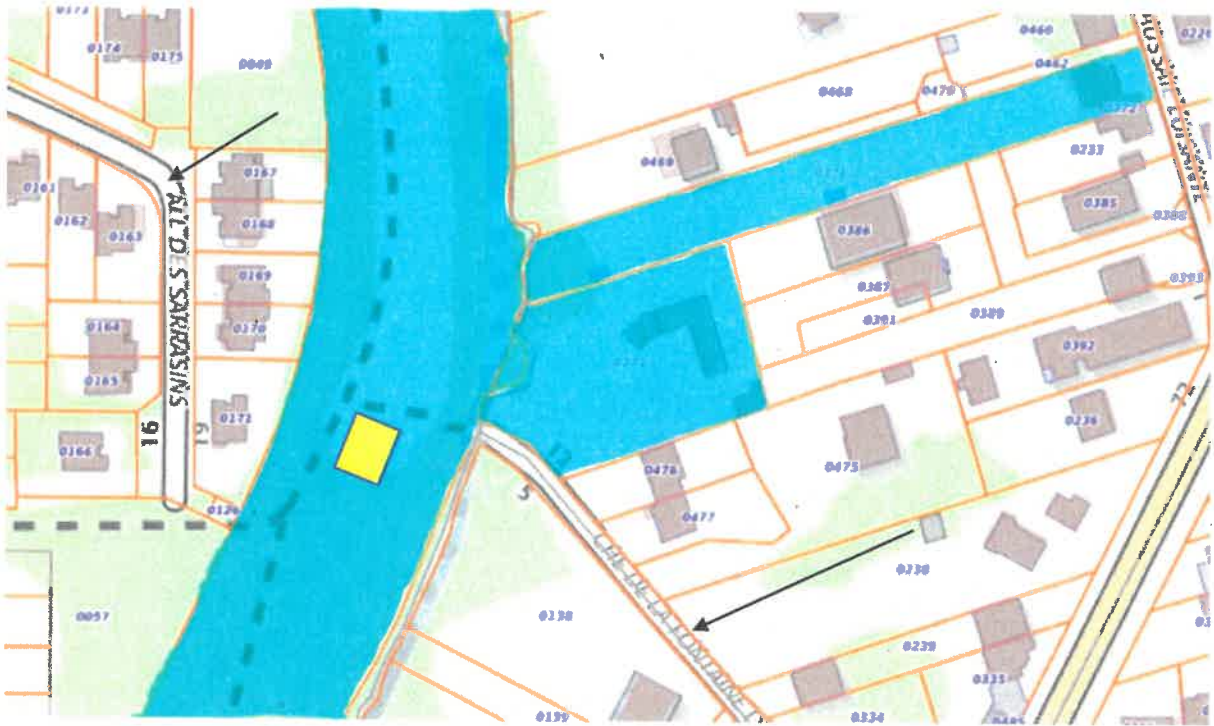


Propriétaire parcelle A :
Nom : LÉFBVRE
Prénom : Micheline

Propriétaire parcelle B
Nom : ALLEGRE
Prénom : Gérard

Propriétaire parcelle C
Commune de Sucy-en-Brie

Plan parcellaire des terrains à occuper et localisation des voies d'accès



en jaune l'emplacement de la base vie

Estimation des surfaces sur lesquelles doit porter l'occupation

